

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 19/10/2022 de l'établissement TRANSMETAUX implanté 10 RUE DE WALBOURG 67360 BIBLISHEIM, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 23/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **TRANSMETAUX**

10 RUE DE WALBOURG  
67360 BIBLISHEIM

Références : 4864/DB/JLS  
Code AIOT : 0006704864

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement TRANSMETAUX implanté 10 RUE DE WALBOURG 67360 BIBLISHEIM. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSMETAUX
- 10 RUE DE WALBOURG 67360 BIBLISHEIM
- Code AIOT : 0006704864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société transmétaux collecte, trie, broye, stocke et réexpédie des déchets non-dangereux, provenant d'entreprises ou de collectivités.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Déchets
- Prévention/protection incendie
- Consignes d'exploitation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/06/2016, article R512-47	/	Sans objet
2	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
3	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2	/	Sans objet
6	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9	/	Sans objet
7	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)	/	Sans objet
8	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5	/	Sans objet
9	Gestion des anomalies à l'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune odeur particulière a été ressentie sur site.

Le feu qui s'est déclaré la veille sur un chariot élévateur a rapidement été maîtrisé à l'aide d'extincteurs. L'inspection a pu constater que l'incendie a engendré aucun dégât environnemental. Les poudres utilisées lors de l'extinction ont été récoltées et traitées comme un déchet.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/06/2016, article R512-47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Situation administrative.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection les récépissés de déclaration des 30 septembre 2008, 20 septembre 2010 et 19 mars 2015. Un constat a été établi sur site avec l'exploitant pour un volume stocké d'environ : 200 m3 de déchets ; 396 m3 de cartons ; 160 m3 de plastique ; 450 m3 de bois ; 320 m3 de ferraille ;  Ces volumes ne dépassent pas les seuils autorisés des différentes rubriques déclaratives autorisées au titre de cette exploitation.  Ce constat est conforme aux prescriptions.  Lors de la visite du 19 octobre, aucune odeur particulière n'a été ressentie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

## N° 2 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, registre déchets entrants.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
<b>Constats :</b> Le registre chronologique des déchets entrants a été présenté à l'inspection. Il est établi à partir du logiciel dénommé "Pégase 6.23" utilisé par l'exploitant. Les informations suivantes sont manquantes : - le numéro SIRET du producteur initial du déchet, - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé. Ces informations sont présentes dans le logiciel, mais n'apparaissent pas sur l'extraction du registre. L'exploitant a pris contact avec PMA (l'éditeur du logiciel) par mail du 21/10/2022 afin de modifier les paramètres d'extraction. Suite à cet échange, la société PMA va créer une statistique spécifique pour répondre à la demande et respecter la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

**N° 3 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, registre déchets sortants.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes.
<b>Constats :</b> Le registre chronologique des déchets sortants a été présenté à l'inspection. Il est établi à partir du logiciel dénommé "Pégase 6.23" utilisé par l'exploitant. Les informations suivantes sont manquantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro SIRET du producteur initial du déchet,</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de réception.</li></ul> Ces informations sont présentes dans le logiciel, mais n'apparaissent pas lors de l'extraction du registre. L'exploitant a pris contact avec PMA (l'éditeur du logiciel) par mail du 21/10/2022 afin de modifier les paramètres d'extraction. Suite à cet échange, la société PMA va créer une statistique spécifique pour répondre à la demande et respecter la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.</li><li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée aux risques ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.</li></ul> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection un plan des bâtiments et des aires de gestion des déchets, facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Le rapport de contrôle des extincteurs du 05 septembre 2022 et celui du contrôle des RIA du 20 octobre 2022 ont été présentés, ils sont datés de moins d'un an. Le dernier exercice avec les pompiers a eu lieu en 2014. L'exploitant a procédé le 30 juin 2021 à la vérification des débits unitaires de ses 6 bouches incendie et du débit global disponible conformément à l'observation formulée lors de la visite d'inspection du 05 février 2021. Le rapport a été présenté à l'inspection. Les constats répondent à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

#### N° 5 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou des déchets présents.
<b>Constats :</b> Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites et affichées aux différents endroits appropriés du site. Un plan du site apposé sur un panneau, installé à l'entrée du site reprend les éléments prescrits. Une consigne visible est apposée à proximité des deux vannes de sectionnement.  Ce point de contrôle répond à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

**N° 6 : Isolement du réseau de collecte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2008, article 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, capacité de rétention.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<b>Prescription contrôlée :</b> Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.  Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
<b>Constats :</b> De par sa construction et son aménagement, le site dispose d'une capacité de rétention naturelle et suffisante des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. Les 2 dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de chacun de ces dispositifs. Ce point de contrôle répond à la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 a) et b)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôles à l'admission.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site, et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li> </ul> <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b> Des déchets ne peuvent être admis en dehors des heures d'ouverture (site clôturé).</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets.</p> <p>Le contrôle de radioactivité s'effectue à chaque entrée, le portique est conforme, et son dernier contrôle date du 25 octobre 2022. Le rapport a été transmis par mail à l'inspection.</p> <p>L'exploitant réalise un contrôle visuel lors de l'admission des déchets avant déchargement. Une lettre ou un bon de livraison, accuse réception de chaque livraison admise.</p> <p>Ce point de contrôle répond à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

## N° 8 : Entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Identification des différents entreposages.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  IV. - Entreposage des déchets  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple), et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p><b>Constats :</b> Les différentes aires (réception, tri, transit ...) sont bien distinctes et identifiées (triés, à trier, selon exécutoire), et les conditions de stockage sont respectées.</p> <p>Ce point contrôlé répond à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.

## N° 9 : Gestion des anomalies à l'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 3.4 c) et d)
<b>Thème(s) :</b> Autre, Procédure de refus.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet.
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.  d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :  - refuse le chargement, en partie ou en totalité ou, si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.  L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri, adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.  Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.  Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p><b>Constats :</b> Les refus en entrée font l'objet d'un rapport de non conformité avec date et heure, acté sur papier avec des photos à l'appui pour illustrer la description de non conformité, transmis à l'émetteur (présentation d'un exemple lors de la visite).</p> <p>Ce point répond à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite.
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet.